

DÉCISION N° 2022/69/CP

OBJET : PROGRAMME 2022-2026 - TRAVAUX DE RÉNOVATION ET D'ENTRETIEN COURANT DE DIVERS BÂTIMENTS COMMUNAUX - LOT N°5 : « REVÊTEMENTS DE SOLS » - ATTRIBUTION

Le Maire,

VU :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,
- le Code de la Commande Publique,
- la délibération n°45/2021 en date du 29 juin 2021 par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire certaines de ses attributions et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- le règlement intérieur des procédures d'achats publics des services municipaux,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de procéder à des travaux de rénovation et d'entretien courant des bâtiments communaux et plus particulièrement des travaux de revêtements de sols sur la période 2022 - 2026,
- la consultation réalisée,
- les conclusions de l'analyse des 5 offres reçues.

DÉCIDE

- de confier le lot n°5 « revêtements de sols » de l'accord-cadre précité, assorti de marchés subséquents, pour une durée d'un an renouvelable tacitement 3 fois par période d'une année et pour un montant maximum annuel de 2 000 000 € HT, aux entreprises DDS PEINTURE (76250), SAS LE TOUCAN BY SNPR (76230) et DH PEINTURE (76350).

Les crédits afférents à cette dépense sont inscrits au budget de la Commune.

Fait à Bois-Guillaume, le 23 juin 2022

Théo PEREZ
Maire



INFORMATION SUR LES RELATIONS ENTRE LES USAGERS ET L'ADMINISTRATION

L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Bois-Guillaume, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre.

EXTRAITS DU CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION

Article L. 231-1 : Le silence gardé pendant deux mois par l'administration sur une demande vaut décision d'acceptation.

Article D. 231-2 : La liste des procédures pour lesquelles le silence gardé sur une demande vaut décision d'acceptation est publiée sur un site internet relevant du Premier ministre. Elle mentionne l'autorité à laquelle doit être adressée la demande ainsi que le délai au terme duquel l'acceptation est acquise.

Article D. 231-3 : La liste mentionnée à l'article D.231-2 est publiée sur le site internet dénommé « legifrance.gouv.fr »

Article L. 231-4 : Par dérogation à l'article L. 231-1, le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision de rejet :

- 1° Lorsque la demande ne tend pas à l'adoption d'une décision présentant le caractère d'une décision individuelle ;
- 2° Lorsque la demande ne s'inscrit pas dans une procédure prévue par un texte législatif ou réglementaire ou présente le caractère d'une réclamation ou d'un recours administratif ;
- 3° Si la demande présente un caractère financier sauf, en matière de sécurité sociale, dans les cas prévus par décret ;
- 4° Dans les cas, précisés par décret en Conseil d'État, où une acceptation implicite ne serait pas compatible avec le respect des engagements internationaux et européens de la France, la protection de la sécurité nationale, la protection des libertés et des principes à valeur constitutionnelle et la sauvegarde de l'ordre public ;
- 5° Dans les relations entre l'administration et ses agents.

NB : Le décret 2016-625 du 19 mai 2016 est venu compléter la liste des délais à l'issue desquels la décision de rejet est acquise.

RECOURS CONTENTIEUX : La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.